

Pour planter le décor dans lequel se produisent les crises telles que celle qui va nous occuper ce soir, considérons notre espèce dans son environnement. L'espèce humaine fait partie des **espèces colonisatrices** : elle a réussi en exploitant à fond son environnement, mais elle a désormais envahi tout l'espace habitable et s'est mise à l'abîmer.

Le **système économique**, aujourd'hui très largement dominant, par lequel ce résultat a été obtenu peut être défini par 3 caractéristiques principales : capitalisme, marché et libéralisme.

- **Capitalisme** : les moyens de production sont financés par de l'argent « déplacé », venant d'un « capitaliste » (appelé plutôt actionnaire ou investisseur aujourd'hui) qui n'a pas besoin de l'utiliser pour sa consommation immédiate. Ce système de répartition d'un surplus productif trouve son origine dans le métayage.
- **Economie de marché** : des marchands, en concurrence entre eux, se chargent de la distribution des biens produits.
- **Libéralisme** : cette doctrine est née au 18^{ème} siècle et s'est épanouie au 19^{ème} en conjonction avec la démocratie : elle pose en axiome que l'intérêt général naît automatiquement de la combinaison de l'action des intérêts individuels (par la grâce de la fameuse « main invisible » d'Adam Smith), processus que l'Etat ne doit pas contrarier par des interventions intempestives sortant de son domaine régalien.

Les **crises** que subit de loin en loin notre système économique, qui se ressemblent toutes plus ou moins, indiquent pourtant que ce dernier ne fonctionne pas en mode stable.

Lors de sa meilleure période, dans les années 1950-1970, cette économie a bénéficié de **rapports de force** assez équilibrés entre les capitalistes, les dirigeants d'entreprise et les salariés. La hausse continue des taux d'intérêt et des salaires témoigne de l'importance des surplus dégagés alors par les activités productives et du haut niveau de l'emploi (le chômage n'était pas un problème).

Vers la fin des années 1970, ce bel équilibre (*déjà malmené par les chocs pétroliers, Ndr*) a été détruit : le cabinet Mc Kinsey, pour inciter les dirigeants d'entreprise à porter plus d'attention aux résultats boursiers des compagnies qu'ils pilotent, donc aux intérêts des investisseurs-actionnaires, inventa les **stock-options**. Cet astucieux dispositif permet d'intéresser financièrement les dirigeants à la progression des cours de bourse sans qu'il en coûte rien aux actionnaires : les stock-options sont des droits d'achat d'actions au cours du jour où elles sont données aux dirigeants. Il suffit alors à ces derniers de « lever l'option » un jour futur de leur choix où les actions auront suffisamment monté : dans une même transaction, le bénéficiaire achète au cours du jour (passé) où il a

reçu l'option et revend aussitôt au cours du jour de levée de l'option, en empochant la hausse survenue entre temps. La compagnie se voit seulement obligée de créer les actions en cause le jour où l'option est levée, avec pour léger inconvénient de diluer la propriété du capital.

Ainsi, les dirigeants bénéficiaires de stock-options ont tout intérêt personnel à faire grimper rapidement le cours de l'action, quitte à **sacrifier les intérêts à long terme** de l'entreprise et du tissu social local : licenciement du personnel sans motif économique, sous-traiter, rogner sur les investissements et la recherche-développement, augmenter les emplois précaires, délocaliser etc...

Dans ces mêmes années 1970 a pris son essor le **libéralisme moderne**, initié en Allemagne par Adenauer et Erhardt, adopté par le Royaume-Uni de Thatcher vers 1975, puis par Reagan aux Etats-Unis. Il a ensuite pénétré le fonctionnement de l'UE et inspiré le traité de Lisbonne.

Leurrés par le bon comportement apparent dans les années 1980-1990 des économies ainsi libéralisées, les conseillers des principaux chefs d'Etat ont poussé à l'**abandon de certaines règles de régulation**. Cependant, la collusion des intérêts des actionnaires et des dirigeants d'entreprises ayant affaibli la position de salariés déjà fragilisés par la dégradation de l'emploi, la part de ces derniers dans le partage des surplus productifs s'était lentement érodée. Les acheteurs, aux revenus trop faiblement croissants, voire stagnants, ne pouvant plus absorber une production toujours croissante, le **crédit** s'est imposé comme moyen de soutenir la consommation.

Or le crédit ampute le pouvoir d'achat futur du fait d'intérêts de plus en plus lourds : un emprunt immobilier sur 30 ans à 5,3% pèse autant en intérêts qu'en remboursement du capital ! De même, la quote-part des intérêts dans le prix de la plupart des produits s'est mise à augmenter, réduisant d'autant le pouvoir d'achat des salariés. L'autofinancement des investissements des entreprises a aussi reculé au profit d'un financement par l'emprunt.

Ainsi se sont créées des **chaînes de crédits** en cascade, en un système pyramidal exigeant toujours de nouveaux emprunteurs pour ne pas s'effondrer. Spéculant sur la hausse de l'immobilier pour revendre les maisons à bon prix en cas de défaillance des emprunteurs, les institutions financières américaines ont fait entrer dans le système des personnes constituant de mauvais risques, dits « **subprime** » (c.à.d. de qualité inférieure aux meilleurs, dits « prime »).

En 2005-2006, le système économique libéralisé était considéré comme « invincible » par les dirigeants des Banques centrales (tel Alan Greenspan). En 2007, l'**effondrement** a commencé avec les défaillances massives d'emprunteurs « subprime » ; trop de maisons à vendre ont fait chuter l'immobilier, les banques

imprudentes n'ont par retrouvé leur mise et se sont retrouvées à leur tour en difficulté. On connaît la suite.

Est-ce que ça va mieux aujourd'hui ? La finance semble repartir, mais pas l'économie, sauf en Chine, lancée depuis 1990 dans sa révolution industrielle, avec une production majoritairement exportée.

L'an 2000 tel qu'on le rêvait en 1950 n'a pas eu lieu : on n'a pas éliminé le besoin de travailler. On compte toujours sur l'équilibre production-consommation (loi de Say) pour vivre de mieux en mieux, selon le principe posé par **Henry Ford** : « je paie assez mes ouvriers pour qu'ils puissent acheter les voitures qu'ils produisent ». Mais la loi de Jean-Baptiste Say a été récusée par la crise de 1929 et des années 1930, occasion pour John Maynard Keynes de montrer que cet équilibre avait besoin d'interventions étatiques pour perdurer ou être rétabli.

Depuis cette époque, la productivité du travail a considérablement augmenté : il faut de moins en moins de main d'œuvre pour produire quelque chose (à moins de recourir à des chinois très sous-payés). Il faudrait donc baisser les horaires de travail ou augmenter les salaires pour rétablir l'équilibre, mais les sommes nécessaires sont parties dans les poches des dirigeants d'entreprises et des actionnaires-investisseurs-capitalistes. Ces derniers reçoivent de plus en plus et prètent un excédent toujours plus important : **la finance tourne plein pot et les revenus se concentrent**. Le déséquilibre des patrimoines aux Etats-Unis est du même ordre qu'en 1929 : 32,8% du patrimoine total du pays appartient aux 1% les plus riches, les 50% les plus pauvres n'ayant que 2,8% à se partager.

Le plein emploi ne fonctionne plus, il faut donc repenser le travail. A ce problème s'ajoute celui de la consommation croissante des chinois, dans un contexte d'une colonisation de l'environnement qui arrive au bout de ses possibilités.

La situation semble donc inextricable, et cette conférence se termine sur un point d'interrogation inquiet et un appel à la réflexion.

Questions-réponses :

- Pourrait-on revenir sur les erreurs commises, en particulier en interdisant la distribution de stock-options aux dirigeants et cadres des entreprises ?

On observe un **attentisme des politiques**, qui continuent de s'adresser aux économistes qui se sont trompés et aux financiers qui profitent du système. Ils s'attaquent à des choses pas du tout fondamentales, comme les bonus des traders ; ces bonus n'existent que grâce à la réussite de spéculations, souvent sur les marchés de matières de base, qui en poussent les prix à la hausse, au détriment des consommateurs, ou à la baisse, au détriment des producteurs : ce

sont ces spéculations, qui s'analysent comme des paris sur l'évolution des prix, qu'il conviendrait d'interdire aux banques.

- *Quel est la part de la spéculation dans l'envol du prix du pétrole en 2008 ?*

Les 147 \$ le baril de mi-2008 sont d'abord dus à la spéculation, surtout celle des fonds de pension, ce qui fait ressortir le rôle du vieillissement de la population des pays développés. Lorsque ces fonds se sont retirés du marché pétrolier, le prix s'est effondré au point de mettre en péril l'essor de certaines énergies renouvelables, qui ont un temps cessé d'être compétitives.

- *Que sont plus précisément les « subprime » ?*

Les organismes de prêt immobilier américains ont mis au point un système informatique de notation de la fiabilité des emprunteurs potentiels, lesquels se voyaient attribués une note entre 300 (très faible) à 900 (excellent). Une barrière était placée à 620 : « prime » au dessus, « subprime » en dessous. Les prêts ont finis par être gagés sur la valeur future de la maison, supposée indéfiniment croissante, ce qui a permis, à partir de 2000-2002, de prêter même aux emprunteurs notés « subprime ». On est allé assez loin pour que même cette réserve d'acheteurs pauvres ne suffise plus, et qu'Alan Greenspan songea à faire venir des immigrés pour les intégrer au système (ce qui n'eut pas le temps de se faire) !

Les financiers ont aussi inventé les produits dérivés, transformant des lots de créances, dont des « subprime », en titres négociables (la fameuse « titrisation ») que les banques ont acquis en grande quantité. Cette belle invention de l'ingénierie financière a aidé les défaillances des emprunteurs « subprime » à se propager comme une traînée de poudre, entraînant la faillite de Lehmann Brothers et la crise que l'on connaît.